

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

26 FÉVRIER 1951.

26 FEBRUARI 1951.

PROJET DE LOI

sur la milice, le recrutement et les obligations
de service.

ONTWERP

van dienstplichtwet.

I. — AMENDEMENTS

PRESENTES PAR M. DESTENAY.

I. — AMENDEMENTEN

VOORGESTELD DOOR DE HEER DESTENAY.

Art. 12.

Remplacer cet article par ce qui suit :

Les exemptions définitives et les libérations de service actif autres que celles résultant de l'incapacité physique sont supprimées.

Seul est dispensé du service en temps de paix et suit, en ce qui concerne la durée des obligations militaires, le sort des miliciens de sa classe d'âge :

a) l'inscrit qui, depuis l'âge de dix-huit ans, a sa résidence effective et habituelle à l'étranger dans un pays autre que la Colonie, les Iles britanniques et les pays limitrophes de la Belgique;

b) l'inscrit qui, en raison de son âge, n'a plus droit au sursis ordinaire et qui au moment de l'introduction de sa demande remplit depuis deux ans au moins les conditions déterminées à l'article 10, § 2, 3^e et 4^e;

c) l'inscrit qui est devenu Belge après avoir satisfait à des obligations de service actif dans son pays d'origine.

Art. 13.

Supprimer cet article.

Art. 14.

Remplacer le § 3 par ce qui suit :

Dans le mois de la publication de la présente loi, les nouveaux critères médicaux entraînant l'exemption du

Voir :

98 : Projet de loi.
144, 151, 155, 170, 186, 192, 196, 221, 229, 249, 253, 257 et 259 :

Amendements.

301 : Rapport.

Art. 12.

Dit artikel vervangen door wat volgt :

De definitieve vrijstelling en de vrijlatingen van actieve dienst andere dan die voortvloeiend uit de lichamelijke onbekwaamheid worden afgeschaft.

Is in vredestijd vrij van alle dienst en wordt, wat de duur van de dienstdienst betreft, behandeld zoals de dienstplichtigen zijner leeftijdsklasse, alleen :

a) de ingeschrevene, die sedert de leeftijd van achttien jaar zijn werkelijke en gewone verblijfplaats heeft in het buitenland, met uitzondering van de Kolonie, de Britse eilanden en de aan België grenzende landen;

b) de ingeschrevene, die uit hoofde van zijn leeftijd geen recht op gewoon uitstel meer heeft en die bij het indienen van zijn aanvraag sinds ten minste twee jaar de voorwaarden gesteld in § 2, 3^e en 4^e, van artikel 10 vervult;

c) de ingeschrevene die Belg geworden is na zijn actieve dienst in het land van herkomst te hebben vervuld.

Art. 13.

Dit artikel weglaten.

Art. 14.

§ 3 vervangen door wat volgt :

Binnen de maand na de bekendmaking van deze wet worden de nieuwe geneeskundige criteria die vrijstelling

Zie :

98 : Wetsontwerp.
144, 151, 155, 170, 186, 192, 196, 221, 229, 249, 253, 257 en 259 :

Amendementen.

301 : Verslag.

G.

service militaire ou l'ajournement, seront déterminés par arrêté royal.

Art. 24.

Supprimer cet article.

Art. 26.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

Le Conseil de milice connaît :

- 1) des demandes de sursis;
- 2) des exclusions.

Art. 67.

Remplacer le § 1^{er} par ce qui suit :

Le terme du service actif imposé aux miliciens compris dans le contingent est de 18 mois. Toutefois, si le manque d'effectifs l'exige, le Ministre de la Défense Nationale est autorisé à conserver les classes appelées pendant un délai supplémentaire de un à trois mois. Si les circonstances le permettent, il pourra envoyer les classes en congé illimité entre le douzième et le dix-huitième mois.

Art. 79.

Ajouter l'alinéa suivant :

Dans le mois de la publication de la présente loi, un arrêté royal détermine également les conditions d'admission et d'affectation des volontaires de sexe féminin.

Art. 90bis (nouveau).

Insérer un article 90bis rédigé comme suit :

« Il est accordé à ceux qui auront accompli en entier le service militaire effectif requis par leur classe de milice une priorité pour l'admission aux emplois dans les services publics.

» Cette priorité viendra immédiatement après celle qui a été réservée aux victimes de la guerre 1940-1945 par la loi du 27 mai 1947. »

Art. 106.

Ajouter l'alinéa suivant :

10^e l'article 2 de la loi organisant le contingent pour 1951.

Art. 107.

Remplacer les mots : « Le Roi fixe la date d'entrée en vigueur de la présente loi », par les mots : « La présente loi entré en vigueur le jour de sa publication au « Moniteur Belge », le Roi... »

* * *

Là où ils apparaissent et notamment dans les articles 17, 20, 29, 55, 88, 96, supprimer les mots : « dispense, exemptions, sursis extraordinaire, libération ».

van militaire dienst of tijdelijke ongeschiktverklaring ten gevolge hebben bij Koninklijk besluit bepaald.

Art. 24.

Dit artikel weglaten.

Art. 26.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

De Militieraad neemt kennis :

- 1) van de aanvragen tot uitstel;
- 2) van de uitsluitingen.

Art. 67.

De 1^{ste} § vervangen door wat volgt :

Voor de dienstplichtigen die in het contingent zijn opgenomen bedraagt de werkelijke dienstdtijd 18 maanden. Nochtans, indien het gebrek aan personeel het vereist, is de Minister van Landsverdediging er toe gemachtigd de opgeroepen klassen in dienst te houden voor een bijkomende termijn van één tot drie maanden. Indien de omstandigheden het toelaten, mag hij de klassen met onbepaald verlof huiswaarts zenden tussen de twaalfde en de achttiende maand.

Art. 79.

Het volgende lid toevoegen :

Binnen de maand na de bekendmaking van deze wet, zullen de voorwaarden in zake aanneming en aanwending van de vrouwelijke vrijwilligers bij Koninklijk besluit worden vastgesteld.

Art. 90bis (nouveau).

Een artikel 90bis inlassen, luidend als volgt :

« Aan degenen die de van hun militieklasse vereiste werkelijke militaire dienst volledig hebben volbracht wordt een voorrang toegestaan bij de toelating tot de betrekkingen in de overheidsdiensten.

» Deze voorrang neemt plaats onmiddellijk na deze welke bij de wet van 27 Mei 1947 aan de slachtoffers van de oorlog 1940-1945 wordt voorbehouden. »

Art. 106.

Onderstaand lid toevoegen :

10^e artikel 2 van de wet tot vaststelling van het contingent voor het jaar 1951.

Art. 107.

Artikel 107 wordt gewijzigd als volgt :

Deze wet treedt in werking op de dag waarop zij in het « Belgisch Staatsblad » is bekendgemaakt. De Koning stelt...

* * *

De woorden « vrijlating, vrijstelling, buitengewoon uitstel, ontheffing » weglaten, waar zij voorkomen, onder meer in artikelen 17, 20, 29, 55, 88 en 96.

M. DESTENAY,
W. KONINCKX,
R. LEFEBVRE,
L. MUNDELEER,
J. REY.

II. — AMENDEMENTS PRESENTES PAR M. DEMOITELLE.

Art. 10.

Au 8° du § 2, ajouter in fine ce qui suit :

« dans ce dernier cas, l'incapacité de travail totale ou temporaire du père devra être justifiée. »

JUSTIFICATION.

Il importe que, par cette disposition, la présence du fils soit pleinement justifiée.

Art. 21 (ancien 22).

Supprimer les §§ 1 et 3.

JUSTIFICATION.

Il appartient à tout citoyen de se préoccuper de sa situation de milice et, par voie de conséquence, d'introduire les diverses actions que lui reconnaît la loi, actions décrites à l'article 21. Il est donc superflu et irrationnel de permettre que se substitue à lui-même, le Ministre des Colonies (art. 22, § 1) ou un fondé de pouvoir (art. 22, § 3).

La suppression de ces deux alinéas est de nature à éviter bien des difficultés tant d'ordre juridique que pratique. La rédaction proposée de l'article 22 impose, à ce dernier point de vue, une étude de chaque demande introduite sur la base de l'article 21, en vue de déterminer la personne qui a le droit d'introduire la demande.

Il est aisé de déterminer l'importance de ce travail quand on sait que pour la province de Liège, par exemple, au minimum 5.000 dossiers devront être scrutés dans ce but.

Telle qu'elle est proposée également, la rédaction de cet article 22 impose au Conseil de Milice un travail considérable de notification par le fait que l'article 30, § 5, prescrit la notification notamment « à celui qui a introduit la demande conformément à l'article 22 ». Une disposition similaire se retrouve au surplus à l'article 50.

Il est vain d'accroître, sans effet, la tâche administrative qui résultera de l'application de la loi.

Art. 29 (ancien 30).

Le premier alinéa du § 3 est remplacé, par le texte ci-après :

« Si la demande de sursis est fondée sur l'état de santé d'un membre de la famille, le conseil doit désigner deux médecins pour vérifier le fait allégué. »

Art. 49bis (nouveau).

Insérer un article 49bis ainsi conçu :

« Les décisions du Conseil sont également transmises à l'administration communale; elles sont affichées pendant trente jours francs aux valves de la maison communale du domicile des intéressés. »

« Tout individu jouissant des droits civils et politiques peut faire opposition à la décision rendue par le conseil dans les quarante jours de son affichage en s'adressant par lettre recommandée au président du conseil de revision. L'opposition mentionnera les circonstances de fait qui permettent de croire que l'exemption ou l'ajournement sont dus à la fraude ou à la simulation. »

« Le conseil ne pourra rejeter l'opposition sans avoir invité l'opposant à comparaître pour l'entendre, lui, son avocat ou son mandataire et pour lui permettre de déposer un mémoire. »

JUSTIFICATION.

Il est de notoriété publique que les exemptions et ajournements pour inaptitude physique sont octroyés dans des conditions qui blessent l'équité. L'exposé des motifs admet que des irrégularités graves ont été constatées à diverses reprises dans les opérations d'examen médical des miliciens. Le Gouvernement préconise une réforme du contentieux de milice pour remédier à ces abus.

II. — AMENDEMENTEN VOORGESTELD DOOR DE HEER DEMOITELLE.

Art. 10.

Aan het 8° van § 2, in fine, volgende woorden toevoegen :

« in dit laatste geval moet de gehele of tijdelijke werkongeschiktheid van de vader worden gerechtvaardigd. »

VERANTWOORDING.

Het is van belang dat door deze bepaling de aanwezigheid van de zoon ten volle zou gerechtvaardigd worden.

Art. 21 (vorig 22).

§§ 1 en 3 weglaten.

VERANTWOORDING.

Elke burger moet zich om zijn militietoestand bekommeren en dienvolgens komt het hem toe de verscheidene vorderingen in te dienen, die hem worden toegekend bij artikel 21 van de wet. Het is dus overbodig en ongegrond toe te laten, dat de Minister van Koloniën (art. 22, § 1) of een gemachtigde in zijn plaats optreedt (art. 22, § 3).

Het weglaten van beide paragrafen kan veel moeilijkheden uitschakelen, zowel van juridische als van praktische aard. De voorgestelde tekst van artikel 22 legt te dien opzichte een onderzoek op van elke op grond van artikel 21 ingediende aanvraag ten einde uit te maken welke persoon het recht heeft de aanvraag in te dienen.

Het is gemakkelijk zich de omvang van dat werk voor te stellen wanneer men bedenkt dat, voor de provincie Luik b. v., ten minste 5.000 dossiers te dien einde zullen onderzocht moeten worden.

In zijn tegenwoordige tekst legt artikel 22 een aanzienlijk werk op aan de Militieraad wegens het feit dat artikel 30, § 5, o. m. de kennisgeving voorschrijft aan « degene, die de aanvraag overeenkomstig artikel 22 heeft ingediend ». Een gelijkaardige bepaling komt bovendien voor in artikel 50.

Het is volkomen overbodig het administratief werk, dat uit de toepassing van de wet zal voortvloeien, nog te verzwaren.

Art. 29 (vroeger 30).

Het eerste lid van § 3 wordt vervangen door volgende tekst :

« Steunt de aanvraag om uitstel op de gezondheidstoestand van een gezinslid, dan moet de raad twee geneesheren aanwijzen om de juistheid van het aangevoerde feit na te gaan. »

Art. 49bis (nieuw).

Een artikel 49bis invoegen, luidend als volgt :

« De beslissingen van de raad worden eveneens overgemaakt aan het gemeentebestuur, zij worden gedurende dertig volle dagen uitgehangen in het aanplakbord van het gemeentehuis van de woonplaats van belanghebbenden. »

« Ieder persoon die zijn burgerlijke en politieke rechten geniet kan tegen de door de raad genomen beslissing verzet aantekenen, binnen veertig dagen na de aanplakking er van, door een aangetekende brief te richten aan de voorzitter van de herkeuringsraad. In het verzet worden de feitelijke omstandigheden vermeld, die toelaten te geloven dat de vrijstelling op het uitstel te wijten is aan bedrog of aan veinzerij. »

« De raad mag het verzet niet verwerpen zonder de opposant te hebben uitgenodigd te verschijnen om hemzelf, zijn advocaat of zijn gevolmachtigde te horen en om hem in de mogelijkheid te stellen een memorie in te dienen. »

VERANTWOORDING.

Het is algemeen bekend dat de vrijstellingen en uitstellen wegens lichamelijke ongeschiktheid worden verleend in omstandigheden die tegen de billijkheid indruisen. In de memorie van toelichting wordt toegegeven dat herhaaldelijk ernstige onregelmatigheden werden vastgesteld in de verrichtingen in verband met het geneeskundig onderzoek van de dienstplichtigen. De Regering stelt een hervorming van de dienst der militiegeschillen voor om die misbruiken te verhelpen.

Le législateur a eu fréquemment à résoudre des problèmes de ce genre. Ainsi il a permis à tout individu jouissant des droits civils et politiques de prendre son recours contre les inscriptions, radiations ou omissions sur les listes électorales (Code électoral, art. 47). Il a permis à toute personne de faire opposition aux décisions reconnaissant la qualité de résident armé (arrêté ministériel du 19 septembre 1945).

Semblable procédure permettrait de déceler de nombreuses fraudes. Il est facile de « doper » un jeune homme pour le faire paraître devant le conseil de révision dans des conditions qui permettent aux médecins de cette commission de conclure à des troubles graves de la santé. Si les habitants de la commune ou les camarades de travail du prétendu invalide pouvaient éclairer le conseil de révision sur ses performances physiques habituelles, la fraude et la simulation diminueraient dans de sensibles proportions.

Art. 59 (ancien 63).

1. Remplacer le libellé du § 1^{er} par ce qui suit :

« Le médecin, chef du service de santé du Centre, prend une décision, soit d'aptitude, soit d'ajournement, soit de refus de devancement d'appel.

» Il propose au Conseil de Révision compétent l'exemption définitive des miliciens qu'il estime se trouver dans le cas. »

2. Remplacer le libellé du § 3 par ce qui suit :

« La décision prise est notifiée dans les huit jours au Gouverneur de la Province et à l'intéressé. Il en est de même de la proposition d'exemption. »

JUSTIFICATION.

Il est excessif de laisser au seul chef du service de santé du Centre la possibilité de prendre une décision aussi grave que celle de l'exemption : de récents événements en ont fait ressortir le danger.

Or, le projet a institué une juridiction particulièrement compétente : Le Conseil de Révision. C'est donc cette juridiction qui doit statuer.

Quant à la rédaction proposée au § 3, par le projet, elle manque de précision.

Art. 71 (ancien 75).

Au § 1^{er} remplacer les termes :

« avec l'assentiment du Ministre de la Défense Nationale »

par les termes :

« par décision motivée du Ministre de la Défense Nationale. »

JUSTIFICATION.

Le terme « assentiment » couvre un accord tacite et passif : il consacre le pouvoir discrétionnaire du chef de corps.

Or, la matière est assez importante que pour requérir une intervention ministérielle motivée, intervention dont le Ministre serait responsable devant le Parlement.

Art. 79 (ancien 83).

Ajouter l'alinéa suivant :

« Dans le mois de la publication de la présente loi, un arrêté royal détermine également les conditions d'admission des volontaires de sexe féminin qui seront affectés aux services auxiliaires et administratifs. »

De wetgever heeft dikwijls vraagstukken van die aard moeten oplossen. Zo heeft hij aan ieder persoon die zijn burgerlijke en politieke rechten geniet toegelaten beroep in te stellen tegen de inschrijvingen op, de schrappingen van of de weglatingen uit de kiezerslijsten (Wetboek van Kiesrecht, art. 47). Hij heeft ieder persoon in de mogelijkheid gesteld verzet aan te tekenen tegen de beslissingen waarbij de hoedanigheid van lid van de gewapende weerstand wordt toegekend (ministerieel besluit van 19 September 1945).

Dank zij een dergelijke procedure zou veel bedrog kunnen opgespoord worden. Het is gemakkelijk een jonge man met kunstmatige middelen « klaar » te maken voor de herkeuringsraad, zodat hij verschijnt in omstandigheden die de geneesheren van die Commissie doen besluiten tot ernstige gezondheidsstoornissen. Indien de inwoners van de gemeente of de arbeidskameraden van de zgn. invalide de herkeuringsraad konden voorlichten over zijn gewone lichamelijke bekwaamheden, dan zouden bedrog en veinzerij werkelijk afnemen.

Art. 59 (vroeger 63).

1 De tekst van § 1 vervangen door volgende tekst :

« De geneesheer, die aan het hoofd staat van de gezondheidsdienst van het Centrum, beslist over de geschiktheid tot de dienst, over de tijdelijke ongeschiktheidverklaring en over de weigering van de vervroegde oproeping.

Hij stelt aan de bevoegde Herkeuringsraad de definitieve vrijstelling voor van de militieplichtigen die, naar zijn oordeel, in dat geval verkeren. »

2. De tekst van § 3 door volgende vervangen :

« De genomen beslissing wordt binnen acht dagen ter kennis gebracht aan de provinciegouverneur en aan de belanghebbende. Dit geldt ook voor het voorstel tot vrijstelling. »

VERANTWOORDING.

Het ware overdreven alleen aan het hoofd van de gezondheidsdienst van het Centrum de mogelijkheid over te laten een zo gewichtige beslissing te nemen als deze van de vrijstelling : de jongste gebeurtenissen hebben het gevaar er van aangetoond.

Het wetsontwerp nu heeft een bijzonder bevoegde rechtsmacht ingesteld : de Herkeuringsraad. Het is deze rechtsmacht bijgevolg welke uitspraak moet doen.

Wat de vorm betreft, door § 3 aan het wetsontwerp voorgesteld, deze is niet nauwkeurig.

Art. 71 (vroeger 75).

In het § 1 de woorden :

« met de toestemming van de Minister van Landsverdediging »

vervangen door de woorden :

« bij met redenen omklede beslissing van de Minister van Landsverdediging ».

VERANTWOORDING.

De uitdrukking « toestemming » slaat op een stilzwijgend en passief akkoord : zij bekrachtigt de onbepaalde macht van de korpsverster.

Welnu, die kwestie is belangrijk genoeg om een met redenen omklede ministeriële tussenkomst te eisen, tussenkomst waarvoor de Minister vóór het Parlement zou verantwoordelijk zijn.

Art. 79 (vroeger 83).

Volgend lid toevoegen :

« Binnen de maand na de bekendmaking van deze wet zullen de toelatingsvoorwaarden bij Koninklijk besluit bepaald worden voor de vrijwilligers van het vrouwelijk geslacht die naar de hulp- en bestuursdiensten verwezen worden. »

R. DEMOITELLE,
M. DEMETS,
E. DURET,
L. NAMECHE,
A. VAN ACKER,
H. DERUELLES.